ADV. - 1 - L. 6990/1.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 9 janvier 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant organisation de l'Ecole de Guerre", a donné le 1er février 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e januari 1960 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende inrichting van de Krijgsschool", heeft de 1e februari 1960 het volgend advies gegeven :

L'article 40, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve dispose, concernant les épreuves que les officiers doivent présenter pour pouvoir être promus au grade de major :

"Les officiers porteurs du brevet d'état-major ainsi que les officiers porteurs d'un brevet de valeur équivalente que le Roi détermine, peuvent être dispensés de tout ou partie de ces épreuves".

En organisant des cours pour les officiers candidats brevetés d'état-major, le Roi exécute cette disposition de la loi. Il y a, dès lors, lieu de la viser dans le préambule du projet de la manière suivante :

"Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, notamment l'article 40;".

\+

\+ \+

En son article 3, le projet prévoit des emplois de professeurs extraordinaires civils et de maîtres de langues, emplois qui n'étaient pas prévus par les dispositions actuelles.

L'article 4 du projet fixe les conditions de nomination et de licenciement de ces professeurs et maîtres de langues.

.../...

L'article 6, enfin, fixe la rémunération des professeurs extraordinaires civils.

Dans la mesure où ces nouvelles dispositions portent création d'emplois nouveaux et fixation de traitements nouveaux, elles auraient dû être soumises à l'avis du Ministre vice président du Conseil de cabinet par application de l'article 13 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget, modifié par l'arrêté du Régent du 20 mars 1950, et de l'article 1er de l'arrêté royal du 20 novembre 1958. C'est dans la même mesure que, en application de l'article 7 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 et de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées, le projet aurait dû être contresigné par le Ministre des Finances.

C'est à juste titre que les dispositions relevées ci-dessus et qui ont trait au personnel enseignant civil de l'Ecole de guerre, n'ont pas été soumises à l'avis du Comité de consultation syndicale.

Dans son avis précédant l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, le Conseil d'Etat a précisé que, par agents de l'administration générale au sens de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution,"on entend les agents du pouvoir exécutif central, à l'exclusion de ceux des diverses branches de l'administration pour lesquelles la Constitution a prévu un régime particulier" (Moniteur belge du 22 juin 1955, page 4029).

.../...

L'armée ne peut être considérée comme faisant partie de l'administration générale. Les articles 66, alinéa 1er, 68, alinéa 1er, 118 à 124 et 139, 10°, de la Constitution en fixent le régime. Les professeurs civils de l'Ecole de guerre, tout comme les professeurs civils d'autres écoles ayant comme objet le perfectionnement des militaires, font partie de l'organisation même des forces armées; le projet le montre bien qui, reprenant une disposition en vigueur depuis 1913, prévoit en son article 5, alinéa 3, que le personnel civil est soumis à l'autorité du commandant de l'Ecole, conformément aux dispositions arrêtées par le Ministre de la Défense nationale.

\+

\+ +

L'intitulé du chapitre Ier gagnerait à être plus précis; il pourrait être rédigé comme suit :

"Chapitre Ier. - But et organisation de l'Ecole de guerre".

\+

\+ +

Article 1er.

L'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'Ecole de guerre est un établissement d'instruction militaire supérieure commun aux diverses forces armées.

.../...

Elle est placée directement sous les ordres du Ministre de la Défense nationale et est commandée par un officier général ou supérieur".

\+

\+ +

Article 3.

Dans son article 3, le projet énumère les diverses fonctions qui seront remplies par le personnel militaire et civil de l'Ecole de guerre, mais il délègue au Ministre de la Défense nationale le soin de fixer le cadre organique de l'Ecole.

Une telle délégation va à l'encontre de la tradition par laquelle le Roi, depuis 1876, a fixé lui-même ce cadre, sauf durant la période 1947-1951.

Cette délégation aura comme résultat de lier le pouvoir de nomination du Roi à une décision préalable du Ministre fixant le cadre de ces emplois.

Afin d'éviter une telle situation, il y aurait lieu de prévoir dans l'article 3 du projet le cadre du corps professoral de l'Ecole de guerre.

\+

\+ +

.../...

Article 4.

En disposant que l'enseignement à l'Ecole de guerre constitue "une charge accessoire" pour les membres civils du personnel enseignant de l'Ecole de guerre lorsque "leur enseignement comporte moins de cent cinquante heures par an" ou lorsque "leur fonction principale est autre", l'article 4 du projet reprend la définition donnée par l'article 3 de la loi du 1er juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire, tel qu'il a été remplacé par la loi du 26 mars 1955.

Le 27 octobre 1959, la section de législation du Conseil d'Etat a donné un avis sur un projet de loi modifiant cette législation afin d'établir un régime identique à celui qui est prévu pour les membres du corps professoral des universités de l'Etat. Si la formule proposée par cet avis de la section de législation était admise, il serait préférable de remplacer à l'article 4, alinéa 2, du projet, les mots "moins de cent cinquante heures par an" par les mots "moins de cinq heures par semaine". C'est de cette manière qu'est définie la charge accessoire, par la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

+

\+ +

.../...

L'article 6, alinéa 2, n'étant pas une dérogation à l'alinéa 1er, il y a lieu d'omettre le mot "Toutefois" par lequel il débute.

\+

\+ +

Article 7.

Parmi les conditions spéciales aux diverses forces exigées pour pouvoir être candidat à l'Ecole de guerre, figure une condition relative à l'ancienneté de l'officier.

Sa rédaction peut prêter à confusion. Le projet, en effet, dispose qu'il faut "avoir au moins... années de grade d'officier de carrière".

L'intention du Gouvernement est de comprendre dans ce nombre d'années, celles que l'officier aurait passées dans un autre cadre avant de devenir officier de carrière, dans la mesure où les dispositions en vigueur en tiennent compte pour la fixation de l'ancienneté d'officier de carrière.

Il serait, dès lors, préférable, pour éviter tout doute de remplacer la formule employée par la formule suivante: "avoir au moins ... années d'ancienneté d'officier dans le cadre de carrière".

L'article 7 gagnerait pour le surplus à être rédigé comme suit :

.../...

"Article 7.-

Pour être autorisés à se présenter au concours d'admission aux cours de candidats brevetés d'état-major, les officiers de carrière doivent avoir le caractère, les qualités morales, l'intelligence et la vigueur nécessaires pour le service d'état-major en campagne et posséder une connaissance sérieuse du corps auquel ils appartiennent.

Les officiers doivent, en outre, remplir les conditions suivantes :

1° Condition relative à l'ancienneté... (le 5° du projet)...

2° Conditions spéciales à la force terrestre : ... (le 1° du projet, sous réserve de l'observation ci-dessus)...

3° Conditions spéciales à la force aérienne:... (le 2° du projet, sous la même réserve) ...

4° Conditions spéciales à la force navale : ... (le 3° du projet, sous la même réserve) ...

5° Conditions spéciales à la gendarmerie : ... (le 4° du projet, sous les mêmes réserves)...".

\+

\+ \+

Article 9.

Afin de mieux faire ressortir l'acte d'agréation posé par le Ministre concernant chacune des candidatures, il s'indique de diviser l'article 9 en deux paragraphes : le § 1er comprenant les alinéas 1er et 2, et le § 2 comprenant l'alinéa 3 de cet article.

\+

\+ \+

.../...

Article 11.

L'article 11, alinéa 2, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le commandant de l'Ecole de guerre préside le jury de ce concours; il en désigne les membres parmi le personnel enseignant de cette Ecole".

\+

\+ +

L'article 12 serait mieux rédigé comme suit :

"Le jury établit le classement des candidats d'après la moyenne générale des cotes obtenues par chacun d'eux".

\+

\+ +

Article 13.

Afin d'éviter toute confusion, les mots "pour l'admission" de l'alinéa 2 de l'article 13 doivent être omis.

\+

\+ +

.../...

Article 18.

L'article 18, dernier alinéa, ne constituant pas une dérogation à l'alinéa précédant, le mot "Toutefois", par lequel cet alinéa débute, doit être omis.

\+

\+ +

Article 20.

Le dernier alinéa de l'article 20 du projet fait corps avec le 2° du premier alinéa.Il y aurait, dès lors, lieu de rédiger le 2° de la manière suivante :

"2° de désigner les officiers qui ont suivi avec fruit l'ensemble des cours; ... n'est pas considéré comme ayant suivi ... (le reste comme au projet) ...".

\+

\+ +

Les articles 22 à 24 du projet ne devraient pas former une section 4 du chapitre II, mais bien un chapitre III.

\+

\+ +

Article 22.

L'article 22 prévoit l'abrogation de la réglementation antérieure; il devrait normalement trouver sa place après l'article 23.

\+

\+ +

L'article 6 du projet prévoit le régime pécuniaire des membres civils du personnel enseignant de l'Ecole de guerre. Il remplace l'article 9, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 11 septembre 1947 relatif au rétablissement de l'Ecole de guerre, modifié par l'arrêté du Régent du 22 octobre 1948; il y a, dès lors, lieu d'abroger cette disposition.

L'article 9, alinéa 2, de cet arrêté a trait à l'indemnité allouée aux conférenciers et au remboursement de leurs frais de déplacement. Cette disposition a été implicitement remplacée, sauf en ce qui concerne les frais de déplacement, par l'arrêté du Régent du 3 avril 1948 allouant une indemnité aux personnes civiles chargées de donner des conférences aux officiers élèves de l'Ecole de guerre.

Il appartient au Gouvernement de décider s'il y a lieu d'abroger toutes les dispositions de cet article 9.

\+

\+ +

L'article 22 devrait être rédigé comme suit :

"Article 22.-

Sont abrogés :

1° l'article 9 (à compléter suite à l'observation ci-dessus) de l'arrêté du Régent du 11 septembre 1947 relatif au rétablissement de l'Ecole de guerre, modifié par l'arrêté du Régent du 22 octobre 1948;

.../...

2° l'arrêté royal du 11 juillet 1951 portant organisation de l'Ecole de guerre, modifié par les arrêtés royaux des 13 novembre 1951, 17 octobre 1953, 27 mai 1957 et 19 juin 1959".

\+

\+ +

La version néerlandaise du projet nécessiterait de nombreuses modifications. Elles ressortent du texte proposé à la fin de la version néerlandaise du présent avis.

Artikel 40, tweede lid, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren bepaalt in verband met de examens welke de officieren moeten afleggen om tot majoor te kunnen worden benoemd :

"De officieren, houder van het stafbrevet, alsmede de officieren die houder zijn van een brevet van gelijke waarde, door de Koning bepaald, kunnen geheel of gedeeltelijk van deze examens vrijgesteld worden".

Door het inrichten van cursussen voor officieren-kandidaten-stafbrevethouders geeft de Koning uitvoering aan deze bepaling van de wet. In de aanhef van het ontwerp verwijze men dan ook als volgt naar die wet :

"Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, inzonderheid op artikel 40;".

\+

\+ +

In artikel 3 noemt het ontwerp betrekkingen van buitengewoon burgerprofessor en burgerleraar in talen, welke in de bestaande bepalingen onbekend zijn.

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt onder welke voorwaarden deze professoren en taalleraren worden benoemd en ontslagen.

.../...

Artikel 6 tenslotte bepaalt de bezoldiging van de buitengewone burgerprofessoren.

Voor zover deze nieuwe bepalingen nieuwe betrekkingen instellen en nieuwe wedden bepalen, hadden zij, bij toepassing van artikel 13 van het besluit van de Regent van 15 december 1948 tot regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 maart 1950, en van artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 november 1958, voor advies aan de Minister-ondervoorzitter van de kabinetsraad moeten worden voorgelegd. Om dezelfde redenen had het ontwerp, bij toepassing van artikel 7 van het besluit van de Regent van 15 december 1948 en van artikel 6 van de wet van 20 juli 1921 houdende instelling van de boekhouding der betaalbaar te stellen kredieten, mede door de Minister van Financiën moeten worden ondertekend.

Geheel terecht is over de aangehaalde bepalingen, die op het onderwijzend burgerpersoneel van de Krijgsschool betrekking hebben, het syndicaal comité van advies niet geraadpleegd.

In zijn advies over het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten heeft de Raad van State uiteengezet, dat onder personeel van algemeen bestuur in de zin van artikel 66, tweede lid, van de Grondwet "wordt verstaan het personeel van de centrale uitvoerende macht, met uitsluiting van het personeel der diverse bestuurstakken waarvoor de Grondwet een afzonderlijke regeling heeft voorgeschreven" (Belgisch Staatsblad 22 juni 1955, blz. 4029).

.../...

Het leger kan niet worden geacht, van het algemeen bestuur deel uit te maken. De artikelen 66, eerste lid, 68, eerste lid, 118 tot 124 en 139, 10°, van de Grondwet stellen de rechtsregeling van het leger vast. De burgerleraren en -professoren van de Krijgsschool behoren, evengoed als die van andere volmakingsscholen voor militairen, tot de organisatie zelf van de Krijgsmacht. Dit blijkt zeer goed uit het ontwerp, hetwelk, aansluitend op een sedert 1913 geldende bepaling, in artikel 5, derde lid, bepaalt, dat het burgerpersoneel onder het gezag van de commandant van de School staat overeenkomstig de door de Minister van Landsverdediging vast te stellen voorzieningen.

\+

\+ \+

Het opschrift van hoofdstuk I kan duidelijker als volgt worden gelezen :

"Hoofdstuk I. Doel en organisatie van de Krijgsschool".

\+

\+ \+

Artikel 1 ware als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

De Krijgsschool is een inrichting voor hoger militair onderwijs, gemeen aan alle krijgsmachtdelen.

Zij staat rechtstreeks onder het bevel van de Minister van Landsverdediging en heeft als commandant een opper- of hoofdofficier".

\+

\+ \+ .../...

In artikel 3 geeft het ontwerp een opsomming van de ambten die door het militair en burgerpersoneel van de Krijgsschool zullen worden uitgeoefend, maar het draagt de Minister van Landsverdediging de zorg op, het organiek kader van de School vast te stellen. Zulk een opdracht van bevoegdheid gaat in tegen de traditie, die wil dat de Koning sedert 1876 zelf het kader vaststelt, afgezien van het tijdvak 1947-1951.

Zij zal tot gevolg hebben, dat 's Konings benoemingsmacht gebonden wordt aan een voorafgaande beslissing van de Minister tot vaststelling van het kader van die betrekkingen.

Om dit te voorkomen, ware het goed in artikel 3 van het ontwerp het kader professoren en leraren van de Krijgsschool vast te stellen.

\+

\+ +

Waar artikel 4 bepaalt dat het onderricht aan de Krijgsschool voor het onderwijzend burgerpersoneel van die School een "bijbetrekking" is wanneer "hun onderwijs minder dan honderdvijftig uren per jaar bedraagt" of wanneer "hun voornaamste functie elders is", sluit het aan op de definitie uit artikel 3 van de wet van 1 juli 1948 betreffende het statuut en de bezoldiging van het burgerlijk onderwijzend personeel der Koninklijk Militaire School, zoals het is vervangen bij de wet van 26 maart 1955.

.../...

De 27e oktober 1959 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State van advies gediend over een ontwerp van wet dat deze wetgeving bedoelt te wijzigen ten einde een soortgelijke regeling vast te stellen als voor de leden van het professorenkorps der Rijksuniversiteiten. Mocht de in dat advies voorgestelde formule worden aangenomen, dan ware het verkieslijk in artikel 4, tweede lid, van het ontwerp te schrijven "minder dan vijf uren per week" in plaats van "minder dan honderdvijftig uren per jaar". Op deze wijze wordt de bijbetrekking omschreven in de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten.

\+

\+ +

Het tweede lid van artikel 6 bevat geen afwijking van het eerste; er is dus geen reden om het met "Evenwel" te laten beginnen.

\+

\+ +

In artikel 7 staat onder de voorwaarden om in de onderscheiden krijgsmachtdelen kandidaat voor de Krijgsschool te kunnen zijn, een voorwaarde betreffende de anciënniteit van de officier.

De redactie kan tot verwarring leiden. Het ontwerp bepaalt namelijk dat "ten minste ... jaar" in "de rang van beroepsofficier" nodig zijn.

.../...

De bedoeling van de Regering is, dat de jaren welke de officier in een ander kader mocht hebben volbracht alvorens beroepsofficier te worden, in dat geval worden medegerekend voor zover de geldende bepalingen er rekening mede houden om de anciënniteit van de beroepsofficier te bepalen.

Om geen twijfel te laten, ware het dus verkieslijk, de gebruikte formule door de volgende te vervangen : "ten minste ... jaren anciënniteit als officier in het beroepskader hebben".

Voor het overige kan artikel 7 beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 7.-

Om zich te mogen aanmelden op het vergelijkend examen voor toelating tot de cursussen van kandidaat-stafbrevethouder moeten de beroepsofficieren het karakter, de morele hoedanigheden, de intelligentie en de energie bezitten die nodig zijn voor de stafdienst te velde , en moeten zij beschikken over een ernstige kennis van het korps waartoe zij behoren.

Bovendien moeten de officieren aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Anciënniteitsvoorwaarde : ... (5° van het ontwerp) ...

2° Specifieke voorwaarden voor de landmacht : ... (1° van het ontwerp, behoudens het hierboven opgemerkte) ...

.../...

3° Specifieke voorwaarden voor de luchtmacht : ... (2° van het ontwerp,met zelfde voorbehoud) ...

4° Specifieke voorwaarden voor de zeemacht : ... (3° van het ontwerp,met zelfde voorbehoud) ...

5° Specifieke voorwaarden voor de Rijkswacht : ... (4° van het ontwerp,met zelfde voorbehoud) ...".

+

+ +

Om beter in het licht te stellen dat de Minister voor ieder der kandidaturen een afzonderlijke aanvaardingshandeling verricht, splitse men artikel 9 in twee paragrafen : § 1 voor het eerste en het tweede lid, § 2 voor het derde lid van dit artikel.

+

+ +

Artikel 11, tweede lid, kan beter als volgt worden gelezen :

"De commandant van de Krijgsschool zit de examencommissie voor; hij wijst de leden ervan aan uit het onderwijspersoneel van die School".

+

+ +

.../...

Artikel 12 ware als volgt te lezen :

"De examencommissie rangschikt de kandidaten volgens het algemeen gemiddelde van de punten die zij hebben behaald".

+
+ +

In artikel 13, tweede lid, vervange men, om verwarring te voorkomen, de woorden "de toelatingswedstrijd" door "het vergelijkend examen".

+
+ +

Het laatste lid van artikel 18 bevat geen afwijking van het eerste; het woord "niettemin" moet dus wegvallen.

+
+ +

Het laatste lid van artikel 20 van het ontwerp vormt een geheel met de tekst onder 2° van het eerste. Onder 2° schrijve men dus :

"2° het aanwijzen van de officieren die het geheel der cursussen met vrucht hebben gevolgd; het geheel der cursussen niet met vrucht te hebben gevolgd, wordt geacht de officier die de door de Minister van Landsverdediging bepaalde cursussen niet met succes heeft gevolgd".

+
+ +

.../...

De artikelen 22 tot 24 van het ontwerp zouden geen afdeling 4 van hoofdstuk II, maar een hoofdstuk III moeten vormen.

\+

\+ +

Artikel 22 heft de vroegere regeling op; zijn normale plaats is dus na artikel 23.

\+

\+ +

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt de bezoldigingsregeling van het onderwijzend burgerpersoneel van de Krijgsschool. Het vervangt artikel 9, eerste lid, van het besluit van de Regent van 11 september 1947 houdende wederinrichting van de Krijgsschool, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 22 oktober 1948. Deze bepaling moet dus worden opgeheven.

Artikel 9, tweede lid, van dat besluit handelt over de vergoeding voor voordrachthouders en over de terugbetaling van hun reiskosten. Deze bepaling is, behalve voor de reiskosten, stilzwijgend vervangen door het besluit van de Regent van 3 april 1948 houdende toekenning van een vergoeding aan de burgerpersonen die met het houden van conferenties voor de officieren-leerlingen der Krijgsschool zijn belast.

Het is zaak van de Regering te beslissen, of alle bepalingen van artikel 9 dienen te worden opgeheven.

\+

\+ +

.../...

Artikel 22 leze men als volgt :

"Artikel 22.-

Opgeheven worden :

1° artikel 9 (aan te vullen volgens het hierboven opgemerkte) van het besluit van de Regent van 11 september 1947 houdende wederinrichting van de Krijgsschool, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 22 oktober 1948;

2° het koninklijk besluit van 11 juli 1951 houdende inrichting van de Krijgsschool, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1951, 17 oktober 1953, 27 mei 1957 en 19 juni 1959".

\+

\+ +

De Nederlandse tekst van het ontwerp dient te worden herzien. De Raad van State stelt volgende lezing voor :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE INRICHTING VAN DE KRIJGSSCHOOL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet ;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- DE KRIJGSSCHOOL.

Artikel 1.- ...(zie advies) ...

.../...

Artikel 2.-

Het doel van de Krijgsschool is voor de krijgsmacht helpers bij het commando op alle echelons te vormen en het hoger militair onderwijs te verspreiden.

Te dien einde behoren de cursussen voor officieren-kandidaten-stafbrevethouders tot de hoofdtaak van de Krijgsschool.

Artikel 3.-

Het organiek kader van de Krijgsschool wordt door de Minister van Landsverdediging vastgesteld. Het omvat, buiten de commandant, de tweede commandant en de adjunct-commandant, militaire en burgerprofessoren, buitengewone burgerprofessoren, militaire en burgertaalleraren, militaire en burgerdocenten, en adjunct-officieren en adjunct-onderofficieren.

Officieren in dienst buiten de inrichting kunnen als plaatsvervanger van de professoren, taalleraren of docenten, worden aangewezen. Wanneer de omstandigheden zulks vereisen, worden die officieren tijdelijk bij de Krijgsschool gedetacheerd.

.../...

Artikel 4.-

De commandant van de krijgsschool, de tweede commandant, de adjunct-commandant, de burger en militaire professoren, de buitengewone burgerprofessoren, de burger- en militaire taalleraren, en de burgerdocenten worden benoemd en van hun ambt ontheven door de Koning.

Wanneer zij van hun ambt worden ontheven wegens afschaffing van hun cursus, zijn tot drie maanden opzegging gerechtigd de buitengewone burgerprofessoren, de burgertaalleraren en de burgerdocenten voor wie het onderwijs in de Krijgsschool slechts een bijbetrekking is, hetzij hun onderwijs minder dan honderdvijftig uren per jaar bedraagt, hetzij hun hoofdambt elders is.

De plaatsvervangende professoren, de plaats-vervangende taalleraren, de militaire docenten, de plaatsvervangende docenten en de adjunct-officieren en adjunct-onderofficieren worden door de Minister van Landsverdediging aangewezen.

Artikel 5.-

De commandant van de Krijgsschool heeft over gans het militair personeel dat aan de inrichting verbonden is of geroepen is om er de lessen te volgen, de bevoegdheden van een legerkorpscommandant.

.../...

Zijn gezag strekt zich uit over alle delen van de dienst. Hij leidt het onderwijs, met inachtneming van de regels en leerplannen die de Minister van Landsverdediging vaststelt.

Het burgerpersoneel is, overeenkomstig de bepalingen die de Minister van Landsverdediging vaststelt, aan zijn gezag onderworpen.

Artikel 6.-

De burgerleden van het onderwijzend personeel bekomen dezelfde bezoldiging als die bepaald voor de burgerleden van het onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School.

De buitengewone burgerprofessoren voor wie het onderwijs in de Krijgsschool slechts een bijbetrekking is, genieten evenwel een forfaitaire wedde die gelijk is aan die welke voor de docenten van de Krijgsschool vastgesteld is. Deze wedde valt niet onder de bepalingen betreffende de cumulatie.

.../...

HOOFDSTUK II. - DE CURSUSSEN VOOR OFFICIEREN-KANDIDATEN-STAFBREVETHOUDERS.

Afdeling 1.- Aanneming van kandidaturen.

Artikel 7.- ...(zie advies) ...

1. Bij de landmacht :

a) ten minste zeven jaar de rang van beroepsofficier bekleden op 31 december van het jaar dat de toelating voorafgaat;

b) ten minste drie jaar werkelijke dienst bij de troep hebben gedaan.

2. Bij de luchtmacht :

- officieren van het varend personeel :

a) ten minste zes jaar en ten hoogste dertien jaar de rang van beroepsofficier bekleden op 31 december van het jaar dat de toelating voorafgaat ;

b) op die datum in totaal ten minste zeshonderd uren gevlogen hebben ;

.../...

- officieren van het niet-varend personeel :

ten minste zeven jaar de rang van beroepsofficier bekleden op 31 december van het jaar dat de toelating voorafgaat.

3. Bij de zeemacht :

- dekofficieren :

a) geschikt zijn voor de zeedienst ;

b) ten minste negen jaar de rang van beroepsofficier bekleden op 31 december van het jaar dat de toelating voorafgaat ;

c) ten minste vier jaar gevaren hebben aan boord van schepen met actieve dienst, en wel achttien maanden als bevelhebber van een schip waarvan de klas bepaald wordt door de Minister van Landsverdediging ;

d) de wezenlijke kennis bezitten van de Engelse taal;

- officieren-technici en officieren van de diensten :

a) ten minste negen jaar de rang van beroepsofficier bekleden op 31 december van het jaar dat de toelating voorafgaat ;

b) ten minste twaalf maanden gevaren hebben aan boord van een zeeschip voor de officieren-technici en ten minste zes maanden voor de officieren van de diensten.

.../...

4. Bij de Rijkswacht :

a) ten minste zeven jaar de rang van beroepsofficier bekleden op 31 december van het jaar dat de toelating voorafgaat ;

b) ten minste twee jaar werkelijke dienst volbracht hebben in een mobiele groep.

5. (Bovendien :)

a) voor de officieren van de vier strijdkrachten, met uitzondering van de officieren van het varend personeel van de luchtmacht, na hun studie aan de Krijgsschool volbracht te hebben, in de mogelijkheid verkeren om te worden opgeroepen tot eventuele cursussen en examens voor toelating tot de graad van majoor of korvetkapitein voordat de kandidatuur tot deze graad van de officieren van hun anciënniteit waarschijnlijk zal worden onderzocht ;

b) voor de officieren van het varend personeel van de luchtmacht, in de mogelijkheid verkeren om voor de examens die zij na de Krijgsschool nog hebben af te leggen voor toelating tot de graad van majoor, ten gepasten tijde te slagen zodat hun kandidatuur tot deze graad tegelijkertijd met die van de officieren van hun anciënniteit kan worden onderzocht.

De Minister van Landsverdediging bepaalt elk jaar de anciënniteit van de officieren die aan de voorwaarden bepaald in a en b hierboven, voldoen.

.../...

Artikel 8.-

Niemang mag meer dan tweemaal de toelatingswedstrijd tot de Krijgsschool afleggen.

Een kandidaat die in die wedstrijd het door de Minister van Landsverdediging vastgestelde minimum aantal punten bekomen heeft, maar niet batig gerangschikt is om in de school opgenomen te worden, mag nochtans een derde maal het examen afleggen.

Artikel 9.-

§ 1. Ieder beroepsofficier is gemachtigd zich kandidaat te stellen. Deze kandidaatstelling wordt door de hierarchische oversten met hun adviezen aan de Minister van Landsverdediging toegezonden.

Bovendien kan deze, zo hij het nuttig oordeelt, beroepsofficieren die hem door hun oversten worden aangewezen als geschikt om het onderwijs in de Krijgsschool te ontvangen, als kandidaten aanwijzen.

§ 2. De Minister van Landsverdediging aanvaardt de kandidaturen. Hij mag zijn toestemming tot de kandidatuur van de officier die, vóór zijn intrede in de Krijgsschool, aan de voorwaarden van artikel 7 niet meer voldoet, intrekken.

.../...

Afdeling 2.- Toelating tot de cursussen.

Artikel 10.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt jaarlijks hoeveel officieren tot de cursussen voor kandidaten-stafbrevethouders worden toegelaten.

Artikel 11.-

De aangenomen kandidaten worden aan een toelatingswedstrijd onderworpen, die een reeks proeven omvat waarvan de Minister van Landsverdediging het programma en de modaliteiten vaststelt.

... (zie advies) ...

Artikel 12.- ... (zie advies) ...

Artikel 13.-

Volgens het klassement opgemaakt bij toepassing van artikel 12, wijst de Minister van Landsverdediging de kandidaten aan die tot de cursussen worden toegelaten.

.../...

Hij mag in overtal aannemen, de kandidaten die batig gerangschikt werden in het vergelijkend examen van een voorafgaand jaar maar die niet onmiddellijk toegelaten werden in de School omwille van gezondheids-, dienst- of bevorderingsredenen.

Afdeling 3.- Algemene inrichting van de cursussen voor kandidaten-stafbrevethouders.

Artikel 14.-

De vorming der officieren-kandidaten-stafbrevethouders duurt ongeveer twee jaren.

Zij omvat :

1° stages in de wapenscholen en in eenheden ;

2° ~~twee academische~~ jaren aan de Krijgsschool ; de leerlingen van de zeemacht (categorie dek) volbrengen het tweede academisch jaar in een marinekrijgsschool in het buitenland ;

3° eventueel een stage in andere krijgsmachtdelen dan dit waartoe de officier behoort.

.../...

Artikel 15.- ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 16.- ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 17.-

De beoordeling van de officieren die de cursussen in de Krijgsschool volgen, geschiedt onder de vorm van nota's; er worden geen puntencijfers toegekend die een rangschikking zouden geven.

Artikel 18.-

Op voordracht van de commandant der Krijgsschool kan de Minister van Landsverdediging beslissen dat naar hun korps teruggestuurd worden de officieren die :

1° te kort schieten in oppassendheid of vlijt ;

2° ongeschikt blijken om hun studies met vrucht voort te zetten ;

.../...

3° door hun gedrag of hun wijze van dienen niet langer aan de voorwaarden voldoen om de curussen van de Krijgsschool te volgen ;

4° om gezondheidsredenen verhinderd zijn hun studies voort te zetten.

Deze officieren mogen zich niet opnieuw voor de toelatingswedstrijd tot de Krijgsschool aanmelden.

De officieren die naar hun korps teruggestuurd worden wegens gezondheidsredenen,kunnen door de Minister van Landsverdediging toegelaten worden hun studies voort te zetten in een latere sessie wanneer hun gezondheidstoestand het mogelijk maakt en zij nog aan de voorwaarden van artikel 7 voldoen.

Artikel 19.-

Op het einde van het tweede academisch jaar leggen de officieren een eindexamen af voor een examencommissie, die door de Minister van Landsverdediging als volgt wordt samengesteld :

.../...

1. Voor de officieren van de landmacht :

- de chef van de generale staf van de landmacht of zijn gemachtigde, voorzitter ;
- de commandant van de Krijgsschool of zijn gemachtigde ;
- twee hoofdofficieren-stafbrevethouders, in dienst bij de generale staf van de landmacht ;
- een hoofdofficier-stafbrevethouder in dienst bij een legerkorps- of divisiestaf ;
- een hoofdofficier-stafbrevethouder in dienst bij de generale staf van de luchtmacht ;
- vier leden van het professorenkorps van de Krijgsschool.

2. Voor de officieren van de luchtmacht :

- de chef van de generale staf van de luchtmacht of zijn gemachtigde, voorzitter;
- de commandant van de Krijgsschool of zijn gemachtigde ;
- drie hoofdofficieren van de luchtmacht, waarvan ten minste twee stafbrevethouders in dienst bij het hoofdbestuur van het Ministerie van Landsverdediging of bij hoofdkwartieren die ten minste de rang van groepering (divisie) bezitten ;
- een hoofdofficier stafbrevethouder in dienst bij de generale staf van de landmacht ;
- vier leden van het professorenkorps van de Krijgsschool.

.../...

3. Voor de officieren van de zeemacht :

- het hoofd van de generale staf van de zeemacht of zijn gemachtigde, voorzitter;
- de commandant van de Krijgsschool of zijn gemachtigde ;
- twee hoofdofficieren in dienst bij de generale staf van de zeemacht of bij een van de marinecommando's die de Minister van Landsverdediging aanwijst ;
- een hoofdofficier die tot de dienst der voorraden en der ordnance van de zeemacht behoort ;
- een hoofdofficier stafbrevethouder in dienst bij de generale staf van de landmacht ;
- vier leden van het professorenkorps van de Krijgsschool ;

4. Voor de officieren van de Rijkswacht :

- de commandant van de Rijkswacht of zijn gemachtigde, voorzitter ;
- de commandant van de Krijgsschool of zijn gemachtigde;
- twee hoofdofficieren in dienst bij de staf van de Rijkswacht of de staf van het mobiel legioen;
- een hoofdofficier van de Rijkswacht, stafbrevethouder ;
- een hoofdofficier stafbrevethouder in dienst bij de generale staf van de landmacht ;
- vier leden van het professorenkorps van de Krijgsschool.

.../...

Artikel 20.-

De examencommissie van het eindexamen is belast met :

1° het opstellen van de eindbeoordelingsnota's over de officieren ;

2° ... (zie advies) ...

Artikel 21.-

Het stafbrevet wordt door de Koning aan de officieren verleend die met vrucht het geheel der cursussen bijgewoond hebben.

Afdeling 4. - Eindbepalingen.

Artikel 22.-

... (zie advies) ...

Artikel 23.-

In afwijking van de bepalingen van artikel 7, 2°, a, van dit besluit mogen de officieren van het varend personeel van de luchtmacht die op 31 december 1959 ten minste vijf jaar de graad van beroepsofficier bekleden, nog in 1960 aan de toelatingswedstrijd tot de Krijgsschool deelnemen.

....

....

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.